
COP30 : les gouvernements comme les sociétés du marché de carbone font progresser les accords sur le carbone

Le capitalisme a la capacité de transformer la dévastation environnementale qu'il engendre en de nouvelles affaires. Dans les forêts tropicales, les projets du marché du carbone, comme la REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) en sont un exemple.

Au lieu d'obliger les entreprises polluantes à réduire drastiquement leurs émissions de CO₂, ces projets leur permettent de continuer à brûler du pétrole, du gaz ou du charbon et d'en tirer profit. Grâce au REDD+, elles prétendent compenser leurs émissions en prévenant les émissions de CO₂ ailleurs : en l'occurrence, en « sauvant » soi-disant une forêt tropicale menacée de déforestation.

Près de vingt ans d'expérience avec REDD+ démontrent son inefficacité totale pour enrayer la déforestation à grande échelle et atténuer le chaos climatique. De plus, REDD+ a engendré de nouveaux conflits pour les communautés et les territoires qu'elles habitent, précisément là où ces projets sont actuellement concentrés. (1) Malgré cela, REDD+ continue d'être présenté comme une solution, notamment parce que certains gouvernements, sociétés du secteur du carbone, consultants et grandes organisations à but non lucratif de conservation en tirent profit et s'enrichissent considérablement grâce aux activités générées par ces projets.

Ce serait déjà scandaleux en soi, mais cette fois-ci, le gouverneur de l'État brésilien de Pará, hôte de la COP30 au Brésil, Helder Barbalho, a franchi la ligne rouge. Le 3 novembre, Barbalho a instauré la « Semaine Étatique de sensibilisation à l'importance des crédits carbone » (2) Il entend ainsi faire croire qu'en utilisant des crédits de carbone, il est possible de « promouvoir la décarbonation » de l'économie. Une stratégie bien pratique pour un homme d'affaires comme lui, gouverneur de l'un des principaux États promoteurs de REDD+ au Brésil.

Sensibiliser le public et consacrer des journées ou des semaines à des sujets importants est une initiative louable. Le 20 novembre, par exemple, le Brésil célèbre la Journée de Zumbi et de la Conscience Noire. Cette date commémore la mort de Zumbi dos Palmares, chef de quilombo et figure emblématique de la lutte contre l'esclavage et pour les droits de la population noire au Brésil, en 1695. L'importance de cette journée, fruit de la lutte du mouvement noir brésilien, réside non seulement dans la sensibilisation à ce chapitre important de l'histoire du Brésil, mais surtout dans la volonté de lutter contre la perpétuation et les conséquences du racisme structurel dont sont victimes les noirs, un racisme qui persiste encore aujourd'hui dans le pays. Sensibiliser les personnes est une étape fondamentale vers la construction d'une société juste et égalitaire. C'est là toute la pertinence de cette journée de sensibilisation.

Dans cette perspective, la semaine de 'sensibilisation' aux crédits carbone inverse le sens et l'importance de cette démarche. Sensibiliser la population à un mécanisme qui a prouvé son inefficacité de protéger les forêts et atténuer la crise climatique et qui, de surcroît, présente un caractère colonial, raciste et patriarcal (3) est non seulement absurde, mais aussi révoltant. Le programme REDD+ a engendré des divisions et des dissensions internes au sein des communautés autochtones, quilombolas et de nombreuses autres communautés. Il a transformé les forêts, lieu

sacré pour les populations qui y vivent, en un simple calcul de carbone.

L'idée de faire des affaires et de tirer profit du chaos climatique s'impose de plus en plus lors des conférences sur le climat, les transformant en simples comptoirs commerciaux. Le gouvernement indonésien, par exemple, est arrivé à la COP30 avec 90 millions de crédits carbone 'en poche' (provenant notamment de projets de conservation des forêts) qu'il proposait à la vente à quiconque souhaitait les acquérir. Il espérait ainsi engranger près d'un milliard de dollars nord-américains. (4) Cependant, ce même gouvernement, qui prétend protéger les forêts et lutter contre la crise climatique grâce à ses crédits carbone, est impliqué dans la destruction à grande échelle des forêts. Par exemple, le gouvernement indonésien mène actuellement l'un des plus grands projets de déforestation au monde : le projet stratégique national Merauke, qui aura de graves répercussions sur les peuples autochtones de Papouasie. (5) À Bornéo, un programme énergétique va inonder de vastes zones forestières.

Ce qui semble être une contradiction révèle en réalité la logique du marché du carbone : une destruction continue, accompagnée d'une illusion de 'compensation'.

Tout ceci démontre l'importance de dénoncer et de sensibiliser l'opinion publique aux actes et aux pratiques des gouvernements d'Indonésie, du Brésil, du Japon, de Norvège et de nombreux autres pays qui promeuvent et tirent profit du marché avec des crédits carbone, au détriment des territoires forestiers et des communautés. À cet égard, la lettre finale rédigée à Belém par les organisateurs du Sommet des Peuples, qui a rassemblé 70 000 personnes issues d'organisations et de mouvements sociaux du Brésil et du monde entier, apporte un éclairage précieux. (6) Cette lettre met en lumière, par exemple, le fait que le mode de production capitaliste est en réalité la principale cause de la destruction continue de la vie en général, y compris des forêts ; et que les prétendues 'solutions' telles que le REDD+ et le plus récent Fonds Forêts pour Toujours (TFFF) ne font que perpétuer la destruction des forêts et aggraver le dérèglement climatique.

C'est précisément sur ce nouveau mécanisme que se concentre [l'un des articles](#) de ce Bulletin. Le texte présente les principaux points de critique du TFFF soulevés par les mouvements sociaux, les organisations et les collectifs du monde entier, qui alimentent la résistance croissante à ce projet. Bien que présenté comme un concept complexe, truffé de termes et d'équations issus du marché financier, l'article démontre que le TFFF repose sur une logique très simple : il s'agit d'un mécanisme de plus, conçu de manière verticale, visant à enrichir les pays du Nord au détriment des pays du Sud. Pour celles et ceux qui souhaitent mieux comprendre pourquoi s'opposer à ce nouveau mécanisme, qui n'est qu'une répétition des mêmes erreurs, sa lecture est essentielle.

Un [autre article](#), sur la Thaïlande, présente le témoignage du collectif Nam Sap Kham Pa Lai Conservation Group. Ce dernier explique comment des projets figurant dans ce catalogue de fausses solutions vertes, approuvés notamment lors des COP, menacent leur communauté. Ils racontent comment l'organisation collective a été cruciale pour résister aux projets de reboisement, d'exploitation minière et, plus récemment, à un projet de parc éolien, qui mettent en péril le droit de la communauté à son territoire, ainsi que la forêt où ils habitent.

Ensuite, [un article](#) au sujet du peuple Bribri, au Costa Rica, présente le point de vue de l'un de ses membres, qui critique vivement un autre de ces faux mécanismes de lutte contre le dérèglement climatique : le REDD+ juridictionnel. Ce pays est une référence majeure dans ce type de programme, mais le texte met en garde contre une réalité plus sombre : le gouvernement fait pression sur les communautés autochtones pour qu'elles acceptent le programme REDD+, en négociant leurs droits fondamentaux tels que l'éducation et la santé.

Enfin, [le dernier article](#) présente les plaintes et les revendications des communautés rurales du Mozambique, impactées par les plantations d'eucalyptus appartenant à des sociétés du secteur, comme Portucel. Organisées pour récupérer leurs terres accaparées par ces entreprises, les communautés mettent en lumière les impacts sociaux et environnementaux de cette monoculture, souvent présentée par les sociétés industrielles comme une forêt plantée.

Bonne lecture !

Références:

- (1) WRM, 2022. [15 ans de REDD : Un programme corrompu à sa base](#)
- (2) [Loi N° 11260 du 03/11/2025 \(in Portuguese\)](#)
- (3) WRM, 2016. [Les origines coloniales racistes de la conservation des forêts à l'occidentale. Coup d'œil sur un projet REDD au Kenya.](#)
- (4) REDD Monitor, 2025. [Indonesia's carbon trading at COP30 slammed by climate justice activists.](#)
- (5) WRM, Indonésie : [Stop au projet stratégique national de Merauke ! | Mouvement mondial pour les forêts tropicales.](#)
- (6) [Sommet des peuples, 2025.](#)